

L'intersyndicale Solidaires-CGT-FO a été reçue par le maire de Moutiers Fabrice Pannekoucke (LR) à la mairie de Moutiers ce mercredi 03/07 de 8h30 à 9h30. C'est le premier élu qui nous rencontre malgré les demandes envoyées à tous les élus depuis mars.

Étaient présents :

Pour Solidaires Finances Publiques : Thierry Schutters, Aurélie Guibal et Pascal Salito

Pour la CGT Finances Publiques : Benoît Bros

Nous avons commencé par évoquer avec le maire l'article du Dauphiné libéré du 01/07/2019 : l'entretien s'est fait par téléphone en voiture avec la correspondante du DL donc ses propos étaient des réactions précipitées, sans avoir eu connaissance du réel projet de la DGFIP.

M le maire a reçu les cartes début juin, en même temps que les agents de la DGFIP, et sans explications. Il a bien conscience que la phase de concertation est une « mascarade » selon ses termes. Ce que nous lui avons confirmé en faisant lecture du « guide de la concertation » paragraphe 1-3 p4 sur la « concertation avec les élus ».

Nous lui avons donc fourni des explications sur les projets de restructurations en Savoie et plus particulièrement en Tarentaise. Nous lui avons démontré que sa ville de Moutiers et la Tarentaise perdraient tout contact avec l'usager suite à cette réforme : il ne resterait à Moutiers qu'un SIE spécialisé meublés, un Service de Gestion Comptable qui regrouperait les agents des trésoreries de Tarentaise sans accueil usagers, et une antenne du PCRP.

Sur les « points rouges » (conseillers des collectivités locales), nous lui avons expliqué qu'ils n'existeraient que si la collectivité désignée sur la carte accepte leur présence. Nous avons pointé la contradiction d'un conseil financier donné par le conseiller aux collectivités territoriales qui pourrait être réfuté par le comptable du SGC.

Concernant les « points bleus » (accueils de proximité / points de contact), la présence de la DGFIP ne serait que ponctuelle physiquement ou dématérialisée par visio-conférence. Les collectivités territoriales devront assurer l'accueil primaire, à charge pour elles de financer le personnel.

Nous sommes d'accord sur le fait que nous allons vers une désertification des zones de montagne en matière de service public. Le maire de Moutiers a mis en parallèle la suppression de la gendarmerie de Bozel, la DDEA (équipement) réduite à la portion congrue, la suppression des antennes Météo France, la suppression de l'hôpital de Moutiers, la contrainte budgétaire pesant sur les collectivités territoriales. Sur ce point, il a déjà fait des projections budgétaires en cas de nouvelle fusion de communes où il pourrait recevoir une dotation importante mais qui ne lui permettrait pas de s'en sortir financièrement sans augmenter les taxes locales.

Mais il faut faire des économies... Nous lui avons répondu que nous pouvions faire aussi des recettes avec le contrôle fiscal si on nous en donnait les moyens humains.

Il ne veut pas arriver à la situation du Cantal et de l'Allier en matière de désertification rurale. Nous lui avons appris que le précédent directeur départemental des finances publiques avait fait un tour dans ces départements et qu'il avait maintenu un maillage géographique important en Savoie.

Nous avons évoqué les suppressions d'emplois et la mobilité géographique des agents. Il a bien compris que la réforme ne servait qu'à supprimer des emplois dans la fonction publique d'Etat sans toutefois s'émouvoir de la situation des agents des finances publiques sur les routes ou forcés de quitter sa commune.

Le maire voit au-delà de 2022 ; il craint le transfert de la responsabilité pécuniaire aux maires, alors que la responsabilité pénale leur pèse déjà beaucoup.

Le maire de Moutiers a rendez-vous avec le DDFIP Jean-Michel Blanchard le lundi 08/07/2019 à 14h à Madoux ; il s'est engagé à nous faire un compte rendu de son entretien.

Il nous renvoie vers les députés « marcheurs » (Typhanie Degois) ou assimilés (Patrick Mignola, Modem), vers le président de l'AMF73 pour 18 mois (Yves Durbet, maire de Hermillon) et vers le président de l'association des maires ruraux de Savoie (Yves Husson, maire de Chanaz).

Lui-même fera un compte rendu de notre entretien à Vincent Rolland, député LR.

Enfin nous lui avons proposé la tenue d'une réunion d'information des élus de Tarentaise à la rentrée ; il n'y était pas opposé.